

***Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et
l'environnement***

Conseil d'administration

Séance du 27 juin 2023

Délibération n°3.4

Le 27 juin 2023, le conseil d'administration de l'institut Agro s'est réuni sous la présidence de Dominique Chargé, en visioconférence.

Nombre de membres en exercice : 37

Nombre de présents : 19

Membres représentés (procuration) : 11

Quorum : 19

Point 3 – Gouvernance

Délibération 3.4 – Modification du bail emphytéotique liant l'Institut Agro à la Commune de Montpellier

Visas :

Vu le décret n°2019-1459 du 26 décembre 2019 modifié relatif à l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (l'Institut Agro), notamment son article 9.

Exposé des motifs :

Un bail emphytéotique a été signé entre l'Ecole Nationale Supérieure Agronomique de Montpellier (ENSAM) devenue depuis l'Institut Agro (au titre de son école l'Institut Agro Montpellier), et la commune de Montpellier, en date du 25 juillet 1980 pour une durée de 99 ans. Pour les parcelles concernées, le bail confère au preneur un droit réel, en général un terrain ou un bien immobilier. C'est à ce dernier d'améliorer le fonds tout en acceptant de régler un montant de loyer très faible.

Le tracé de l'extension du tram géré par la Métropole de Montpellier passe sur certaines des parcelles appartenant à la commune de Montpellier, mais incluses dans le bail emphytéotique dont l'école était bénéficiaire à AgroPolis/LaValette. La commune de Montpellier demande donc de procéder à un avenant portant réduction de l'emprise foncière du bail emphytéotique, sans indemnisation, afin que la ville de Montpellier puisse céder ces parcelles à la Métropole de Montpellier dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 du tramway.

La réduction parcellaire vise à sortir :

- les parcelles cadastrées BV 67 (anciennement BV 54) sur la commune de Clapiers ;
- les parcelles AA 55 (anciennement AA 44), et AA 57 (anciennement AA 42), sur la commune de Montferrier-sur-Lez.

Ces parcelles ne font actuellement l'objet d'aucune utilisation par l'Institut Agro Montpellier dans le cadre de ses activités. Elles avaient été mises à disposition du Groupe d'Etude et de contrôle des Variétés Et des Semences (GEVES), qui a donné son accord pour leur rétrocession.

L'article 9 du décret statutaire de l'Institut Agro prévoit une délibération du conseil d'administration pour « *les acquisitions, locations et cessions d'immeubles* ». La modification du bail emphytéotique et la rétrocession d'une partie des parcelles affectées à l'Institut Agro entre dans ce champ de compétences.

Il est ainsi nécessaire que le conseil d'administration donne pouvoir à la Directrice Générale afin de signer l'acte de résiliation partielle du bail emphytéotique.

Les plans correspondant aux parcelles concernées, ainsi que la délibération du conseil municipal de Montpellier autorisant la résiliation partielle dudit bail emphytéotique, sont annexés à la présente délibération.

Par ailleurs, ce dossier nécessitera une autre délibération du conseil d'administration s'il est nécessaire de sortir d'autres parcelles du bail emphytéotique, à des fins de mesures de compensation environnementale.

ADOPTÉ :

à 29 voix pour
à 0 voix contre
à 1 abstention

Le conseil d'administration de l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement, réuni le 27 juin 2023, approuve la modification du bail emphytéotique du 25 juillet 1980 et autorise la directrice générale à signer l'acte de résiliation partielle correspondant.

Fait à Paris, le 27 juin 2023

**Le Président du Conseil d'administration,
Dominique Chargé**